

La politique destructrice de Macron a été massivement refusée par les luttes et lors des élections récentes. Malgré cela, il a investi un gouvernement Barnier, très à droite, adoubé par le RN. C'est donc une offensive d'une ampleur sans précédent contre le monde du travail qui se prépare. Sous couvert de "dette publique", le prochain budget lance un plan d'austérité massif dans la Fonction publique. Ce pouvoir est illégitime. Macron prétend appliquer jusqu'au bout les exigences de la bourgeoisie et du système capitaliste : ce système, fondé sur la concurrence économique, n'engendre qu'inégalités. Il entend démanteler tout ce qui fait obstacle aux profits : garanties collectives, services publics dont l'école, égalité des droits, équilibres écologiques... jusqu'aux libertés fondamentales.

Mais des luttes et résistances s'organisent pour construire un autre avenir : luttes des travailleur·es y compris précaires, des jeunes, des femmes et minorités de genre, des écologistes, des populations discriminées : **l'auto-organisation des exploités.es et des opprimés.es, constitue la clef pour organiser les luttes nécessaires, et pour porter la perspective d'une rupture avec la société capitaliste.**

Dans cette situation, la co-direction "Unité&Action/Ecole Emancipée" de la FSU persiste dans une stratégie institutionnelle d'appareil : rester un "partenaire social", avec d'incessantes "concertations" où le gouvernement enferme les syndicats ce qui facilite l'application de sa politique.

Emancipation propose une autre orientation : partir de revendications immédiates articulées à un projet de rupture avec le capitalisme. C'est la meilleure voie pour gagner sur les revendications, et faire reculer l'extrême-droite.

Face à la paupérisation, au travail empêché, à la déconsidération...agir pour un plan d'urgence !

- abrogation de toutes les contre-réformes destructrices de Macron
- création de tous les emplois nécessaires
- réemploi et titularisation immédiate et sans conditions de toutes les non-titulaires avec un vrai statut pour toutes
- indexation des salaires sur l'inflation et augmentation uniforme (400€ en points d'indice)
- salaire minimum à 1700 € net
- abrogation de la réforme des retraites, retour à la retraite complète (75% du dernier salaire)
- retrait de la réforme de l'assurance chômage
- gratuité des besoins essentiels

Pour une école publique, démocratique et égalitaire

L'école doit être au cœur de nos luttes, avec des revendications immédiates :

- abrogation de toutes les contre-réformes de Macron, qui asservissent l'école aux besoins du capitalisme, embrigadent la jeunesse et attaquent les statuts : "PACTE », "choc des savoirs", S N U, Parcoursup, réformes des lycées
- baisse des effectifs, créations de postes
- défense de la liberté pédagogique
- abrogation de tous les dispositifs anti-laïques et défense de la loi de 1905

Ce serait un premier pas vers une école laïque, unifiée et émancipatrice pour toutes et tous.

L'action syndicale au service des luttes, pour changer la société !

Une école démocratique implique un changement de société, car ce sont les besoins du capitalisme qui sont à l'origine de toutes les régressions. Pour cela, le syndicalisme peut être un outil important :

- en dépassant ce qui freine l'unité des luttes
- en construisant les solidarités
- en favorisant la **démocratie dans les luttes**
- en encourageant les **convergences à la base entre le mouvement syndical et les luttes**
- en impulsant de manière concrète des **pratiques de solidarité internationaliste**
- en luttant contre les violences sexistes et sexuelles, et pour les droits des personnes LGBTQIA+
- en participant à la lutte contre le racisme

Ce syndicalisme est indispensable, mais ne se construira pas sans vous : nous vous appelons à y participer

VOTEZ ÉMANCIPATION
Isabelle JOUAS, Sylvie BOURRELY, Margaux BRUN